

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B — N° 5

11 février 2000

Sommaire

Arrêté ministériel du 3 janvier 2000 portant prolongation de l'agrément de l'organisme de contrôle indépendant de la marque collective «Produit du terroir - Lëtzebuenger Rëndfleisch»	54
Arrêté ministériel du 3 janvier 2000 portant prolongation de l'agrément du cahier des charges «Cactus-Fleesch vum Lëtzebuenger Bauer»	54
Arrêté ministériel du 3 janvier 2000 portant prolongation de l'agrément de l'organisme de contrôle indépendant du label «Cactus-Fleesch vum Lëtzebuenger Bauer»	55
Circulaire du 10 janvier 2000 relative à la révision des listes électorales	55
Arrêté ministériel du 13 janvier 2000 portant suspension de la mise sur le marché et de la vente de jouets et d'articles de puériculture destinés à être mis en bouche par des enfants de moins de trois ans, fabriqués en PVC souple contenant une ou plusieurs des substances di-iso-nonyl phtalate (DINP), di (2-ethylhexyl) phtalate (DEHP), dibutyl phtalate (DBP), di-iso-décy phtalate (DIDP), di-n-octyl phtalate (DNOP) et butylbenzyl phtalate (BBP)	56
Arrêté grand-ducal du 14 janvier 2000 autorisant l'admission de la commune de Putscheid au syndicat intercommunal de dépollution des eaux résiduaires du nord (S.I.D.E.N.)	56
Arrêté du Gouvernement en Conseil du 14 janvier 2000 portant désignation des membres du comité d'accompagnement en matière d'établissements classés	57
Arrêté ministériel du 14 janvier 2000 portant désignation des membres du comité consultatif pour l'examen des dossiers de notification des substances	58
Arrêté ministériel du 18 janvier 2000 autorisant la société allemande CHORUS WERTTRANSPORTE GmbH & Co. KG avec siège social à D-54292 Trier - Metternichstrasse 32, en collaboration avec la société à responsabilité limitée CHORUS SECURITY TRANSPORT avec siège social à L-8008 Strassen - 138, route d'Arlon à exercer les activités de transport, convoyage et surveillance de fonds et d'objets mobiliers	59
Administration gouvernementale - Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative - Administration du Personnel de l'Etat - Vacance de poste	59
Administration pénitentiaire - Examens-concours	59
Entreprise des Postes et Télécommunications - Examens de promotion - Examens de fin de stage	59, 60
Centre hospitalier neuropsychiatrique - Direction de la Santé - Laboratoire national de Santé - Maison de soins à Vianden - Examens de promotion	60
Remembrement des biens ruraux - Projet de remembrement envisagé à Beckerich	60

Arrêté ministériel du 3 janvier 2000 portant prolongation de l'agrément de l'organisme de contrôle indépendant de la marque collective «Produit du terroir - Lëtzebuenger Rëndfleesch».

*Le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture
et du Développement rural,*

Vu le règlement (CE) n° 820/97 du Conseil, du 21 avril 1997, établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins et relatif à l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine, et notamment son titre II;

Vu le règlement modifié (CE) n° 1141/97 de la Commission, du 23 juin 1997, portant modalités d'application du règlement (CE) n° 820/97 du Conseil en ce qui concerne l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine;

Vu le règlement (CE) n° 2772/99 du Conseil, du 21 décembre 1999, prévoyant les règles générales d'un système d'étiquetage obligatoire de la viande bovine;

Vu le règlement grand-ducal du 24 mai 1998 portant mesures d'application du règlement (CE) n° 820/97 du Conseil, du 21 avril 1997, en ce qui concerne l'étiquetage de la viande bovine;

Vu la demande de prolongation de l'agrément introduite par l'association «A.d. F. certification»;

Arrête :

Art. 1^{er}. L'agrément de l'association « A.d. F. certification » établie et ayant son siège social à F-08000 Charleville-Mézières, 8B, rue de l'Abattoir comme organisme de contrôle indépendant de la marque collective «Produit du terroir - Lëtzebuenger Rëndfleesch» est prolongé et est valable jusqu'au 31 août 2000.

Art. 2. Le présent arrêté est transmis à l'intéressé pour lui servir de titre.

Art. 3. Le présent arrêté sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 3 janvier 2000
*Le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture
et du Développement rural*
Fernand Boden

Arrêté ministériel du 3 janvier 2000 portant prolongation de l'agrément du cahier des charges «Cactus-Fleesch vum Lëtzebuenger Bauer».

*Le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture
et du Développement rural,*

Vu le règlement (CE) n° 820/97 du Conseil, du 21 avril 1997, établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins et relatif à l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine, et notamment son titre II ;

Vu le règlement modifié (CE) n° 1141/97 de la Commission, du 23 juin 1997, portant modalités d'application du règlement (CE) n° 820/97 du Conseil en ce qui concerne l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine ;

Vu le règlement (CE) n° 2772/99 du Conseil, du 21 décembre 1999, prévoyant les règles générales d'un système d'étiquetage obligatoire de la viande bovine ;

Vu le règlement grand-ducal du 24 mai 1998 portant mesures d'application du règlement (CE) n° 820/97 du Conseil, du 21 avril 1997, en ce qui concerne l'étiquetage de la viande bovine, et notamment ses articles 3 et 5 ;

Vu la demande de prolongation de l'agrément du cahier des charges introduite par la société anonyme Cactus et l'association agricole Fédération des Herdbooks luxembourgeois ;

Arrête :

Art. 1^{er}. L'agrément du cahier des charges « Cactus-Fleesch vum Lëtzebuenger Bauer » de la société anonyme Cactus, L-8050 Bertrange et de l'association agricole Fédération des Herdbooks luxembourgeois, zone artisanale et commerciale n° 4, L-9085 Ettelbruck est prolongé et est valable jusqu'au 31 août 2000.

Art. 2. La prolongation de l'agrément est accordée sous réserve de toute modification ultérieure du cahier des charges.

Art. 3. Le présent arrêté est transmis aux intéressés pour leur servir de titre.

Art. 4. Le présent arrêté sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 3 janvier 2000
*Le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture
et du Développement rural*
Fernand Boden

Arrêté ministériel du 3 janvier 2000 portant prolongation de l'agrément de l'organisme de contrôle indépendant du label «Cactus-Fleesch vum Lëtzebuerger Bauer».

*Le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture
et du Développement rural,*

Vu le règlement (CE) n° 820/97 du Conseil, du 21 avril 1997, établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins et relatif à l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine, et notamment son titre II;

Vu le règlement modifié (CE) n° 1141/97 de la Commission, du 23 juin 1997, portant modalités d'application du règlement (CE) n° 820/97 du Conseil en ce qui concerne l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine;

Vu le règlement (CE) n° 2772/99 du Conseil, du 21 décembre 1999, prévoyant les règles générales d'un système d'étiquetage obligatoire de la viande bovine;

Vu le règlement grand-ducal du 24 mai 1998 portant mesures d'application du règlement (CE) n° 820/97 du Conseil, du 21 avril 1997, en ce qui concerne l'étiquetage de la viande bovine;

Vu la demande de prolongation de l'agrément introduite par l'organisme certificateur «Qualicert»;

Arrête :

Art. 1^{er}. L'agrément de l'organisme certificateur «Qualicert», établi à F-94237 Cachan, 191, avenue Aristide Briand comme organisme de contrôle indépendant du label «Cactus-Fleesch vum Lëtzebuerger Bauer» est prolongé et est valable jusqu'au 31 août 2000.

Art. 2. Le présent arrêté est transmis à l'intéressé pour lui servir de titre.

Art. 3. Le présent arrêté sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 3 janvier 2000

*Le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture
et du Développement rural*
Fernand Boden

Circulaire

du 10 janvier 2000 relative à la révision des listes électorales.

Du 1^{er} au 30 avril 2000, les collèges des bourgmestre et échevins procéderont à la révision des listes des électeurs appelés à participer à l'élection des membres de la Chambre des Députés, des membres des Conseils communaux et des représentants du Grand-Duché de Luxembourg au Parlement Européen.

Ils inscriront sur les listes électorales les noms de tous les Luxembourgeois qui, domiciliés au 1^{er} avril dans la commune, réunissent les conditions de l'électorat, ainsi que des ressortissants des autres Etats membres de l'Union européenne dont la demande d'admission aura été agréée par application des lois du 28 janvier 1994 et du 28 décembre 1995. Il est rappelé que pour les électeurs non-luxembourgeois, des listes séparées sont dressées, l'une pour les élections pour le Parlement Européen et l'autre pour les élections communales.

L'inscription se fera pour les Luxembourgeois, soit d'office, soit à la demande de toute personne qui fait valoir sa qualité d'électeur en présentant les pièces justificatives. L'inscription des ressortissants de l'Union Européenne se fera sur leur demande conformément aux lois ci-dessus citées.

Lors de la révision des listes, il convient d'en remanier l'ordre d'inscription des électeurs conformément à la nouvelle formulation de l'article 9 de la loi électorale par la loi du 18 août 1995.

En ce qui concerne les personnes qui ont perdu le droit de vote du fait d'une condamnation, (loi du 9 juin 1989), les communes seront informées par les soins du Parquet Général et avant le 15 mars des déchéances frappant les électeurs de leur commune. La liste communiquée sera valable pour l'année en cours. Lors de la révision des listes électorales, il y aura lieu de rayer les personnes figurant sur la liste.

Il appartiendra aux personnes se réclamant du recouvrement du droit de vote de produire les pièces afférentes auprès de l'administration communale en vue de leur réinscription sur les listes électorales.

Afin de permettre le contrôle des relevés actuellement en possession des communes et comprenant les personnes déchues du droit de vote, les communes sont invitées à en adresser un exemplaire au Parquet Général qui vérifiera l'exactitude des relevés par rapport aux dispositions légales.

Luxembourg, le 10 janvier 2000.

*Le Premier Ministre,
Ministre d'Etat,*
Jean-Claude Juncker

Le Ministre de l'Intérieur,
Michel Wolter

Arrêté ministériel du 13 janvier 2000 portant suspension de la mise sur le marché et de la vente de jouets et d'articles de puériculture destinés à être mis en bouche par des enfants de moins de trois ans, fabriqués en PVC souple contenant une ou plusieurs des substances di-iso-nonyl phtalate (DINP), di(2-ethylhexyl) phtalate (DEHP), dibutyl phtalate (DBP), di-iso-décy l phtalate (DIDP), di-n-octyl phtalate (DNOP) et butylbenzyl phtalate (BBP).

Le Ministre de l'Economie,

Vu la loi du 27 août 1997 relative à la sécurité générale des produits, notamment l'article 8 de cette loi;

Vu la décision de la Commission européenne du 7 décembre 1999 adoptant des mesures qui interdisent la mise sur le marché de jouets et d'articles de puériculture destinés à être mis en bouche par des enfants de moins de trois ans, fabriqués en PVC souple contenant une ou plusieurs des substances di-iso-nonyl phtalate (DINP), di(2-ethylhexyl) phtalate (DEHP), dibutyl phtalate (DBP), di-iso-décy l phtalate (DIDP), di-n-octyl phtalate (DNOP) et butylbenzyl phtalate (BBP);

Considérant que de l'avis du comité scientifique de la toxicité, de l'écotoxicité et de l'environnement (CSTEE), consulté par la commission européenne, il y a lieu, en ce qui concerne les phtalates présents dans les jouets et en tenant compte des résultats des études les plus récentes, de s'inquiéter des faibles marges de sécurité en ce qui concerne l'exposition des enfants aux phtalates DEHP et DINP dérivant de l'utilisation de certains jouets et articles de puériculture en PVC souple contenant ces substances;

Considérant qu'en raison des effets nocifs du DINP pour le foie et les reins ainsi que des dommages testiculaires causés par le DEHP observés en laboratoire, il apparaît que ces substances sont susceptibles, sous certaines conditions, de provoquer des effets graves pour la santé;

Considérant que pour les autres phtalates (DNOP, DIDP, BBP, DBP), si leur utilisation était permise pour remplacer le DINP et le DEHP en tant que plastifiants dans les produits en question, leur libération pourrait atteindre des niveaux comparables à ceux du DINP et du DEHP et que par conséquent cette décision doit s'appliquer à eux également;

Considérant dès lors que les jouets et articles de puériculture pour les enfants en bas âge en PVC souple contenant des phtalates sont susceptibles de présenter un risque grave et immédiat pour la santé;

Arrête:

Article 1^{er}. La mise sur le marché et la vente de jouets et d'articles de puériculture destinés à être mis en bouche par des enfants de moins de trois ans fabriqués en PVC souple contenant, en terme de poids, plus de 0,1% d'une ou de plusieurs des substances suivantes:

- di-iso-nonyl phtalate (DINP) CAS n° 28553-12-0 EINECS N° 249-079-5
- di(2-ethylhexyl) phtalate (DEHP) CAS N° 117-81-7 EINECS N° 204-211-0
- dibutyl phtalate (DBP) CAS N° 84-74-2 EINECS N° 201-557-4
- di-iso-décy l phtalate (DIDP) CAS N° 26761-40-0 EINECS N° 247-977-1
- di-n-octyl phtalate (DNOP) CAS N° 117-84-0 EINECS N° 204-214-7
- butylbenzyl phtalate (BBP) CAS N° 85-68-7 EINECS N° 201-622-7

est suspendue.

Article 2. Aux fins du présent arrêté, on entend par:

- «jouet»: tout produit conçu ou manifestement destiné à être utilisé à des fins de jeux par des enfants;
- «article de puériculture»: tout produit destiné à faciliter le sommeil, la relaxation ainsi que l'alimentation et la succion des enfants.

Luxembourg, le 13 janvier 2000

Le Ministre de l'Economie,
Henri Grethen

Arrêté grand-ducal du 14 janvier 2000 autorisant l'admission de la commune de Putscheid au syndicat intercommunal de dépollution des eaux résiduaires du nord (S.I.D.E.N.).

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 14 février 1900 concernant la création des syndicats de communes telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi du 23 décembre 1958 et par la loi du 29 juillet 1981;

Vu la délibération du conseil communal de Putscheid en date du 17 mars 1999 aux termes de laquelle le prédit conseil sollicite l'admission de la commune qu'il représente au syndicat intercommunal de dépollution des eaux résiduaires du nord (S.I.D.E.N.) dont la création a été autorisée par arrêté grand-ducal du 23 mars 1994;

Vu les délibérations des conseils communaux des communes déjà syndiquées de Bastendorf, Bettendorf, Bissen, Boulaide, Bourscheid, Colmar-Berg, Diekirch, Ermsdorf, Erpeldange, Eschweiler, Ettelbruck, Fohren, Goesdorf, Heffingen, Heiderscheid, Lac de la Haute-Sûre, Larochette, Medernach, Neunhausen, Nommern, Reisdorf, Schieren, Vianden et Wahl desquelles il résulte qu'ils sont d'accord avec l'admission de la commune de Putscheid au syndicat intercommunal en question.

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Est approuvée la délibération précitée ayant pour objet l'admission de la commune de Putscheid au syndicat intercommunal de dépollution des eaux résiduaires du nord (S.I.D.E.N.).

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre de l'Intérieur,
Michel Wolter

Château de Fischbach, le 14 janvier 2000.

Pour le Grand-Duc:
Son Lieutenant-Représentant
Henri
Grand-Duc héritier

Arrêté du Gouvernement en Conseil du 14 janvier 2000 portant désignation des membres du comité d'accompagnement en matière d'établissements classés.

Le Gouvernement en Conseil,

Vu la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés et notamment son article 14;

Vu le règlement grand-ducal du 20 juillet 1999 déterminant la composition, le mode de fonctionnement et les attributions du comité d'accompagnement en matière d'établissements classés;

Sur proposition de Monsieur le Ministre de l'Environnement et de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi et après avoir délibéré en Conseil;

Arrête:

Art. 1^{er}. Sont nommés membres du comité d'accompagnement en matière d'établissements classés pour une durée de trois ans:

a) membres effectifs:

- pour le ministre ayant dans ses attributions l'environnement: Monsieur Claude *Franck*, conseiller de direction 1^{ière} classe;
- pour le ministre ayant dans ses attributions l'économie: Madame Elisabeth *Mannes-Kieffer*, conseiller de Gouvernement 1^{ière} classe;
- pour le ministre ayant dans ses attributions les classes moyennes: Monsieur Emmanuel *Baumann*, conseiller de Gouvernement 1^{ière} classe;
- pour le ministre ayant dans ses attributions l'agriculture: Monsieur Richard *Klensch*, directeur de l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture;
- pour l'Administration de l'Environnement: Monsieur Paul *Hansen*, directeur, Monsieur Claude *Geimer*, ingénieur technicien inspecteur 1^{er} en rang;
- pour l'Inspection du Travail et des Mines: Monsieur Paul *Weber*, directeur;
- pour la Chambre des Métiers: Monsieur Michel *Brachmond*, sous-directeur;
- pour la Chambre de Commerce: Monsieur René *Winkin*, conseiller;
- pour la Chambre d'Agriculture: Monsieur Robert *Ley*, secrétaire général;
- pour la Chambre des Employés Privés: Monsieur Jean-Claude *Reding*, membre de l'assemblée plénière;
- pour la Chambre du Travail: Monsieur Nick *Clesen*, membre.
- pour le Mouvement Ecologique: Madame Blanche *Weber*, secrétaire générale;
- pour la Ligue Luxembourgeoise pour la protection de la nature et des oiseaux: Monsieur Marc *Moes*, membre;
- pour le SYVICOL: Monsieur Emile *Eicher*, membre.

b) membres suppléants:

- pour le ministre ayant dans ses attributions l'environnement: Monsieur Henri *Haine*, attaché de Gouvernement 1^{er} en rang;
- pour le ministre ayant dans ses attributions l'économie: Monsieur Guy *Arend*, inspecteur principal 1^{er} en rang;
- pour le ministre ayant dans ses attributions les classes moyennes: Monsieur Christian *Schuller*, attaché de Gouvernement;
- pour le ministre ayant dans ses attributions l'agriculture: Monsieur André *Loos*, conseiller de Gouvernement;
- pour l'Administration de l'Environnement: Monsieur Théo *Weber*, directeur adjoint, Monsieur Robert *Schmit*, directeur adjoint;
- pour l'Inspection du Travail et des Mines: Monsieur Robert *Huberty*, ingénieur 1^{ière} classe;
- pour la Chambre des Métiers: Monsieur Jean-Paul *Scheuren*, conseiller de direction;
- pour la Chambre de Commerce: Monsieur Thomas *Theves*, attaché;
- pour la Chambre d'Agriculture: Madame Josiane *Willems*, directeur à la Centrale Paysanne;
- pour la Chambre des Employés Privés: Monsieur Jean *Kirsch*, conseiller économique;

- pour la Chambre du Travail: Monsieur Nico *Clement*, membre;
- pour le Mouvement Ecologique: Monsieur Roland *Felten*, vice-président;
- pour la Ligue Luxembourgeoise pour la protection de la nature et des oiseaux: Monsieur Jim *Schmitz*, membre;
- pour le SYVICOL: Monsieur Marcel *Lamy*, membre.

Art. 2. Monsieur Claude *Franck*, conseiller de direction 1^{ière} classe au Ministère de l'Environnement est nommé président du comité d'accompagnement en matière d'établissements classés.

Art. 3. Le présent arrêté est transmis à chacun des membres pour lui servir de titre, au Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme administrative et à la Cour des Comptes pour information. Il sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 14 janvier 2000.

Les membres du Gouvernement,

Jean-Claude Juncker
Lydie Polfer
Fernand Boden
Marie-Josée Jacobs
Erna Hennicot-Schoepges
Luc Frieden
Anne Brasseur
Henri Grethen
Charles Goerens
Carlo Wagner
François Biltgen
Joseph Schaack
Eugène Berger

Arrêté ministériel du 14 janvier 2000 portant désignation des membres du comité consultatif pour l'examen des dossiers de notification des substances.

Le Ministre de l'Environnement,

Vu la loi modifiée du 15 juin 1994

- relative à la classification, l'emballage et l'étiquette des substances dangereuses
 - modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses,
- et notamment son article 6;

Vu le règlement grand-ducal du 15 juin 1994 déterminant l'organisation, le mode de fonctionnement et les attributions du comité consultatif pour l'examen des dossiers de notification des substances;

Arrête:

Art. 1^{er}. Sont nommés membres du comité consultatif pour l'examen des dossiers de notification des substances pour une durée de cinq ans:

- | | |
|-------------------------------------|--|
| a) membres effectifs: | |
| Ministère de l'Environnement: | Henri <i>Haine</i> , attaché de gouvernement 1 ^{er} en rang |
| Ministère de l'Environnement: | Christian <i>Lahure</i> , rédacteur principal |
| Administration de l'Environnement: | Sabine <i>Roehler</i> , ingénieur-inspecteur |
| Direction de la Santé: | Joseph <i>Wampach</i> , médecin-chef de service |
| Inspection du Travail et des Mines: | Paul <i>Weber</i> , directeur |
| Administration des Eaux et Forêts: | Jean-Marie <i>Sinner</i> , ingénieur 1 ^{ère} classe |
| b) membres suppléants: | |
| Administration de l'Environnement: | Jean-Marie <i>Ries</i> , ingénieur principal |
| Direction de la Santé: | Nicolas <i>Rume</i> , directeur adjoint |
| Inspection du Travail et des Mines: | Marc <i>Kremer</i> , ingénieur |
| Administration des Eaux et Forêts: | François <i>Erasmey</i> , ingénieur-inspecteur |

Art. 2. Est nommé président du comité, Monsieur Henri *Haine*, attaché de gouvernement 1^{er} en rang au Ministère de l'Environnement.

Art. 3. Est nommé secrétaire du comité, Monsieur Christian *Lahure*, rédacteur principal au Ministère de l'Environnement.

Art. 4. Le présent arrêté est transmis à chacun des membres pour lui servir de titre, au Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative pour information. Il sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 14 janvier 2000.

Pour le Ministre de l'Environnement,
le secrétaire d'Etat,
Eugène Berger

Arrêté ministériel du 18 janvier 2000 autorisant la société allemande CHORUS WERTTRANSPORTE GmbH & Co. KG avec siège social à D-54292 Trier - Metternichstrasse 32, en collaboration avec la société à responsabilité limitée CHORUS SECURITY TRANSPORT avec siège social à L-8008 Strassen - 138, route d'Arlon à exercer les activités de transport, convoyage et surveillance de fonds et d'objets mobiliers.

Le Ministre de la Justice,

Vu la loi du 6 juin 1990 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance;

Vu l'avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat;

Arrête:

Art. 1^{er}. La société allemande CHORUS WERTTRANSPORTE GmbH & Co. KG avec siège social à D-54292 Trier - Metternichstrasse 32 - est autorisée à exercer, en collaboration avec la société à responsabilité limitée CHORUS SECURITY TRANSPORT avec siège social à L-8008 Strassen - 138, route d'Arlon - les activités de transport, convoyage et surveillance de transports de fonds et d'objets mobiliers.

Art. 2. Le règlement de service commun aux sociétés CHORUS WERTTRANSPORTE et CHORUS SECURITY TRANSPORT est approuvé.

Art. 3. Les cartes de légitimation des sociétés CHORUS WERTTRANSPORTE et CHORUS SECURITY TRANSPORT sont approuvées.

Art. 4. Les sociétés CHORUS WERTTRANSPORTE et CHORUS SECURITY TRANSPORT ne peuvent engager, pour les activités exercées sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, que du personnel qui a été agréé au préalable par arrêté ministériel.

Art. 5. Les sociétés CHORUS WERTTRANSPORTE et CHORUS SECURITY TRANSPORT sont tenues à respecter les normes de sécurité spéciales établies pour le secteur financier, lorsqu'elles effectuent des transports de fonds pour le compte des établissements bancaires luxembourgeois.

Art. 6. La présente autorisation est valable jusqu'au 17 janvier 2005.

Luxembourg, le 18 janvier 2000.

Le Ministre de la Justice,
Luc Frieden

Administration gouvernementale - Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative – Administration du Personnel de l'Etat. – Vacance de poste. – Il est porté à la connaissance des intéressés qu'un poste de la carrière supérieure de l'attaché de Gouvernement est vacant à l'Administration du Personnel de l'Etat.

Le poste en question sera pourvu d'un titulaire par voie de recrutement interne.

Administration pénitentiaire. – Examens-concours. – L'administration pénitentiaire organisera au mois d'avril 2000 un examen-concours d'admission au stage dans les carrières de l'assistante sociale, de l'éducateur gradué et du sous-officier; les épreuves préliminaires à ces concours dans les trois langues administratives sont prévues au mois de mars 2000.

Entreprise des Postes et Télécommunications. – Examens de promotion. – L'Entreprise des Postes et Télécommunications organisera au deuxième semestre de l'année 2000 les examens de promotion suivants:

Date prévue:

Nature de l'épreuve:

25.09.2000 - 26.09.2000	examen pour les fonctions d'artisan principal, de premier artisan principal et d'artisan dirigeant
18.10.2000 et 25.10.2000	examen pour les fonctions de commis, de commis principal et de premier commis principal;
10.11.2000	examen pour les fonctions de facteur aux écritures, de facteur aux écritures principal et de premier facteur aux écritures principal;
15.11.2000 - 16.11.2000	examen pour les fonctions de commis technique, de commis technique, de commis technique principal et de premier commis technique principal;

17.11.2000	examen pour la fonction de facteur dirigeant;
24.11.2000	examen pour les fonctions de facteur comptable et de facteur comptable principal;
04.12.2000 - 05.12.2000	examen pour les grades supérieurs de la carrière de l'ingénieur-technicien;
06.12.2000 et 13.12.2000	examen pour les grades supérieurs de la carrière du rédacteur.

Entreprise des Postes et Télécommunications. – Examens de fin de stage. – L'Entreprise des Postes et Télécommunications organisera le 11 octobre 2000 un examen de fin de stage de la formation spéciale pour la carrière du rédacteur ainsi que le 13 octobre 2000 un examen de fin de stage de la formation spéciale pour la carrière de l'expéditionnaire administratif.

Centre hospitalier neuropsychiatrique. – Examen de promotion. – Un examen de promotion dans la carrière de l'infirmier psychiatrique, de l'infirmier, de l'aide-soignant, de l'expéditionnaire administratif, du garçon de salle et de l'artisan aura lieu au cours du mois de septembre 2000.

Direction de la Santé. – Examen de promotion. – Un examen de promotion dans la carrière du rédacteur, d'ingénieur technicien, de l'infirmier et de l'agent sanitaire aura lieu au cours du mois de septembre 2000.

Laboratoire national de Santé. – Examen de promotion. – Un examen de promotion dans la carrière du rédacteur, de l'expéditionnaire administratif et de l'assistant technique médical de laboratoire aura lieu au cours du mois de septembre 2000.

Maison de soins à Vianden. – Examen de promotion. – Un examen de promotion dans la carrière de l'infirmier, de l'aide-soignant et de l'artisan aura lieu au cours du mois de septembre 2000.

REMEMBREMENT DES BIENS RURAUX

Projet de remembrement envisagé à Beckerich.

Avis de dépôt des documents de l'enquête.

(Publication prescrite par l'article 17 de la loi du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux).

Les propriétaires, nu-propriétaires et usufruitiers de terrains situés dans le périmètre provisoire de remembrement, tel qu'il a été fixé par arrêté ministériel du 17 décembre 1999 pour des terres agricoles et forestières dans la commune de Beckerich, les section A dit de Noerdange, B dite de Schweich, C dite de Elvange, D dite de Huttange, E dite de Beckerich, F dite de Oberpallen et G dite de Levelange, dans la commune de Hobscheid, une partie des sections A dite de Hobscheid et B dite de Eischen, dans la commune de Redange, une partie des sections D dite de Redange et F dite de Niederpallen, dans la commune de Saeul, une partie des sections D dite de Calmus et E dite de Ehner ainsi que dans la commune de Useldange, une partie de la section C dite de Rippweiler, sont informés que les documents de l'enquête sur l'utilité du projet de remembrement sont déposés dans la salle de réunion de la commune Beckerich pendant 30 jours, à partir du 14 février jusqu'au 14 mars 2000 inclusivement. Pendant ce délai, les intéressés sont admis, sur place et aux heures d'ouverture du secrétariat communal, à prendre connaissance des documents déposés.

La salle de réunion de la commune de Beckerich est ouverte du lundi au vendredi de 8.30 à 12.00 et de 14.00-17.00 heures. Pendant le délai sus-mentionné, les intéressés peuvent présenter leurs réclamations et observations sous l'une des formes suivantes:

- par inscription signée par le déclarant dans un registre déposé dans la salle de réunion de la commune de Beckerich,
- par lettre recommandée au président de l'ONR, boîte postale 664, L-2016 Luxembourg,
- par déclaration orale au président de l'ONR ou à ses délégués qui siègent dans la salle de réunion de la commune de Beckerich aux dates suivantes: mercredi le 8, jeudi le 9, vendredi le 10, lundi le 13 et mardi le 14 mars 2000.

Les propriétaires, nu-propriétaires et usufruitiers qui ne figurent pas sur les listes déposées dans la salle de réunion de la commune de Beckerich ou qui contestent les surfaces cadastrales indiquées, sont priés de faire connaître par lettre recommandée au président de l'ONR, dans un délai de 30 jours fixé ci-dessus, la nature, l'étendue et le titre de leur droit.

Toute réclamation tardive entraîne la déchéance du droit de réclamation auprès de l'Office national du remembrement, sans préjudice du droit de recours devant le juge de paix dans les 30 jours de l'avertissement donné par l'Office national du remembrement concernant l'arrêt définitif des plans parcellaires, de la contenance et de la propriété des parcelles comprises dans le périmètre de remembrement.

Nul ne peut se prévaloir du fait qu'il n'aurait pas reçu de notification.

Luxembourg, le 3 février 2000.
Le Président de l'ONR,
Charles Konnen